

Minister of Industry,
Science and Technology and
Minister for International Trade



Ministre de l'Industrie, des
Sciences et de la Technologie et
ministre du Commerce extérieur

Statement

Déclaration

91/51

DÉCLARATION DE
L'HONORABLE MICHAEL H. WILSON,
MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DES SCIENCES
ET DE LA TECHNOLOGIE
ET MINISTRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR
À L'OCCASION DU DÉPÔT D'UN DOCUMENT DE TRAVAIL
INTITULÉ
« LA COMPÉTITIVITÉ MÈNE À LA PROSPÉRITÉ »
DEVANT LA CHAMBRE DES COMMUNES

OTTAWA (Ontario)
Le 29 octobre 1991

Monsieur le président,

Les Canadiens sont perplexes et déconcertés.

D'une part, ils lisent dans les journaux que selon une étude récente effectuée par les Nations Unies, le Canada se classe au deuxième rang, à l'échelle mondiale, pour ce qui est de la qualité de vie. (Il se classe également au deuxième rang pour ce qui est du niveau de vie.) Les Canadiens entendent aux nouvelles que le Forum économique mondial à Genève place le Canada au cinquième rang pour ce qui est de sa compétitivité globale, ce qui leur semble une nouvelle positive.

D'autre part, dans de trop nombreux cas, ces mêmes Canadiens constatent en se fondant sur leur propre expérience que les choses ne vont pas si bien. Les parents dont l'enfant a abandonné ses études secondaires la semaine dernière sont probablement déçus. Et même s'ils savent que 30 % de jeunes « décrocheurs » ne terminent pas leurs études secondaires, ce qui représente une des proportions les plus élevées au monde, cela ne les rassure pas pour autant. Or, s'ils savaient que plus de 60 % des emplois qui seront créés au cours des 10 prochaines années nécessiteront au moins un diplôme d'études secondaires, ils seraient certainement troublés.

Lequel de ces tableaux dépeint la situation réelle? Le pays se porte-t-il bien ou est-il en difficulté? La réponse est que chacun de ces tableaux correspond partiellement à la réalité. Il ne fait aucun doute que depuis 124 ans, les Canadiens ont bâti un pays solide, dynamique et prospère, ce qui se reflète dans leur niveau de vie, leurs systèmes de santé, leur rendement à l'exportation et de bien d'autres façons.

Cependant, il ne s'agit là que d'un aspect de la situation - d'une évaluation-éclair dans un monde en mutation. L'environnement mondial évolue rapidement et notre productivité tire de l'arrière et ne progresse pas aussi rapidement que celle de nos concurrents. Voilà l'envers de la médaille, l'aspect négatif de la situation.

Le jeune scientifique qui vient d'obtenir son diplôme universitaire est frustré parce qu'il ne réussit pas à décrocher un emploi. À l'instar de milliers de jeunes, il est talentueux et a étudié avec acharnement. Cependant, comme seulement 4 entreprises manufacturières sur 100 au Canada effectuent de la recherche-développement, les talents et les efforts de ce jeune risquent de demeurer inutilisés.

La jeune travailleuse d'usine s'inquiète car elle voit que des collègues sont mis à pied et qu'on raccourcit ses propres quarts. Elle ne veut pas tomber en chômage, mais elle travaille probablement pour une entreprise manufacturière canadienne faisant partie des plus de 50 % qui n'utilisent aucune des 22 techniques de fabrication de pointe essentielles à la réussite

dans les années 1990. À mesure que leur productivité tire de l'arrière, ces entreprises perdent des commandes et cette jeune travailleuse et ses collègues perdent leur emploi.

Le jeune couple qui attend son premier enfant se demande pourquoi il est si difficile de vivre avec deux salaires, alors que leurs parents s'en tiraient très bien avec un seul. La raison est simple : les entreprises pour lesquelles ils travaillent ne peuvent se permettre de les payer davantage, parce que la productivité de la compagnie pour laquelle ils travaillent ne lui permet pas de le faire.

La productivité est au coeur du problème et elle constitue un élément essentiel à la prospérité de notre pays. Elle nous permet de maintenir notre niveau de vie, de mettre de la nourriture dans nos assiettes, de construire des écoles et des hôpitaux dans nos collectivités, des routes qui relient le pays d'un océan à l'autre et de recevoir un chèque de paye pour notre travail. Cependant, pour être plus productifs, nous devons d'abord améliorer chaque élément de notre économie. Pour ce faire, nous devons apprendre à innover, à travailler plus judicieusement et plus rapidement, plutôt que plus fort et plus longtemps.

C'est pour cette raison que nous sommes ici aujourd'hui, monsieur le Président. Nous devons trouver un moyen, en tant que nation, pour accroître notre productivité. Les moyens qui nous réussissaient jusqu'à maintenant sont dépassés. Nous devons modifier notre façon de penser, notre façon de travailler et notre façon de collaborer, en tant que pays et en tant que peuple.

Il est certain, monsieur le Président, que certaines entreprises prennent les mesures qui s'imposent. Elles réinvestissent leurs profits dans de nouveaux projets productifs, elles consacrent des fonds aux activités de recherche et de développement, et se dotent d'équipement perfectionné.

C'est également le cas de nombreux particuliers qui non seulement cherchent de nouveaux débouchés, mais s'en créent. Ils améliorent leurs compétences, explorent de nouveaux défis, bref, ils s'efforcent de s'adapter au monde en évolution.

Malheureusement, un trop grand nombre d'entre nous n'allons pas assez loin, ou assez vite, dans nos mesures d'adaptation pour suivre encore longtemps le rythme imprimé par les architectes du changement à l'échelle mondiale. Les causes sous-jacentes de la situation qui prévaut actuellement sont d'une complexité telle qu'aucun gouvernement ne pourrait à lui seul renverser cette situation.

Dans le discours du Trône de mai dernier, le gouvernement a annoncé officiellement son intention d'inviter tous les Canadiens « à prendre part à l'élaboration d'un nouveau programme de prospérité », et à leur indiquer les changements auxquels procéder afin d'assurer leur compétitivité et leur réussite à l'échelle mondiale. Le message des Canadiens interrogés à ce sujet au cours de l'été est très clair : « Prenez les mesures qui s'imposent, mais seulement après nous avoir consultés! »

Voilà donc pourquoi, monsieur le Président, je suis heureux d'informer la Chambre que le gouvernement entreprend aujourd'hui un vaste projet de consultations qui seront orchestrées par un groupe directeur national et qui viseront à amener tous les secteurs de la société canadienne à proposer des moyens de relever les défis auxquels notre pays fait actuellement face.

Je suis particulièrement heureux d'annoncer que deux Canadiens éminents, M. David Robert McCamus et M^{me} Marie-Josée Drouin, ont accepté de coprésider le groupe qui aura pour tâche de diriger les consultations publiques et d'élaborer un plan d'action.

Le Groupe directeur réunira des représentants du monde des affaires, du milieu de l'enseignement, du mouvement syndical et des communautés scientifiques, ainsi que d'organismes à vocation économique et sociale de premier plan. Il consultera des collectivités de toutes les régions du pays, les différents gouvernements provinciaux et d'autres organismes nationaux, et il tirera également profit des discussions déjà menées par des ministres du Cabinet au sujet de certaines industries.

Monsieur le Président, je suis également heureux de déposer un document de travail intitulé *La compétitivité mène à la prospérité* qui, de concert avec le document que mon collègue le ministre de l'Emploi et de l'Immigration présentera dans quelques instants, servira de point de départ aux consultations qui s'amorcent aujourd'hui même.

Ces deux documents recensent les domaines où nous devons nous améliorer afin d'être en mesure de soutenir efficacement la concurrence à laquelle nous faisons face. Chacun des domaines relevés - le savoir et l'apprentissage, les sciences et la technologie, l'investissement, les marchés intérieurs et le commerce - est important. Les différents volets de l'Initiative de la prospérité n'ont rien de révolutionnaire, mais ils n'en constituent pas moins les fondements mêmes de notre économie.

Parce qu'il est important d'agir rapidement, j'ai demandé au Groupe directeur de mener à bien ses consultations d'ici à la mi-juin 92, puis de produire son plan d'action définitif d'ici la fin de l'été prochain au plus tard.

Les changements dont nous avons besoin ne doivent pas consister en des solutions instantanées. Nous ne relèverons le défi de la compétitivité qu'en procédant à des changements systématiques plutôt que ponctuels, de même qu'en nous appliquant de façon soutenue, plutôt que sporadique, à rivaliser avec les meilleurs au monde.

Tous les Canadiens, des simples travailleurs jusqu'aux ministres du Cabinet, devront peut-être modifier leur façon de penser s'ils veulent parvenir un jour à modifier leur façon d'agir. C'est en effet de notre façon d'agir que dépend vraiment notre productivité future. Et nous ne pourrons maintenir notre niveau de vie qu'en renforçant notre compétitivité.

Quel que soit le plan d'action qui résultera du processus que nous entreprenons aujourd'hui, il sera important que tous les habitants du pays battent le fer pendant qu'il est chaud et unissent leurs efforts pour mettre rapidement ce plan à exécution, pendant que nous sommes toujours dans une position de force et de prospérité relatives et que nous pouvons engendrer suffisamment de richesse pour procéder aux changements qui s'imposent.

Le temps est venu pour nous de tirer le maximum d'une richesse que nous avons en abondance : notre ingéniosité. Des millions de Canadiens se rappellent encore l'époque où les équipes de hockey canadiennes étaient les meilleures au monde. Année après année, ils trouvaient tout naturel que leurs équipes remportent un nombre disproportionné de victoires à l'étranger. Puis, dans les années 60, quelqu'un se trouvant à 11 000 kilomètres de chez nous a trouvé le moyen de nous battre. Des étrangers ont alors modifié la façon dont notre jeu était joué. Ils nous ont surpassés dans notre technique de patinage et dans nos lancers. Ils nous ont également battus... et ils ont continué de le faire jusqu'à ce que nous apprenions à innover, à nous adapter, à nous améliorer et à être plus malins qu'eux. Nous remportons maintenant de nouveau des victoires parce que nous avons procédé aux changements qui s'imposaient. Et je dis bien « des victoires » plutôt que « toutes les victoires », parce que la concurrence est beaucoup plus forte aujourd'hui qu'elle ne l'était dans les années 60. Nous sommes malgré tout parvenus à rebâtir des équipes gagnantes qui pourront demeurer parmi les meilleures au monde si nous continuons à nous améliorer et à innover.

Les Canadiens sont à l'image de leurs équipes de hockey. Pendant notre premier siècle d'existence, nous avons vécu de nos ressources et éliminé facilement nos concurrents. Pendant les 20 années suivantes, nous avons vécu à crédit, en constatant que nous perdions du terrain. Il nous faut maintenant démontrer que nous sommes capables de revenir en force aussi bien sur la scène économique que sur la patinoire.

Notre histoire atteste de notre capacité de « Réussir... absolument! » et différentes entreprises nous prouvent chaque jour que nous pouvons bel et bien réussir en innovant et en nous améliorant sans cesse. C'est maintenant tout le pays qui doit en faire autant. Toutes les fois où les Canadiens se sont attaqués à un problème, ils sont parvenus à le résoudre. Monsieur le Président, j'ai affirmé ce matin que nous avions des raisons de nous inquiéter, et tel est bien le cas. Je suis cependant réconforté par la certitude que lorsque les Canadiens retroussent leurs manches, ils peuvent venir à bout de n'importe quelle tâche. Je sais que nous pouvons réussir!

Merci, monsieur le Président.